

## **Un sondage Viavoice pour «Libération» montre que l'augmentation de la contribution sociale généralisée, la mesure fiscale phare d'Emmanuel Macron censée bénéficier aux classes moyennes, mécontente les retraités sans satisfaire les salariés du privé.**

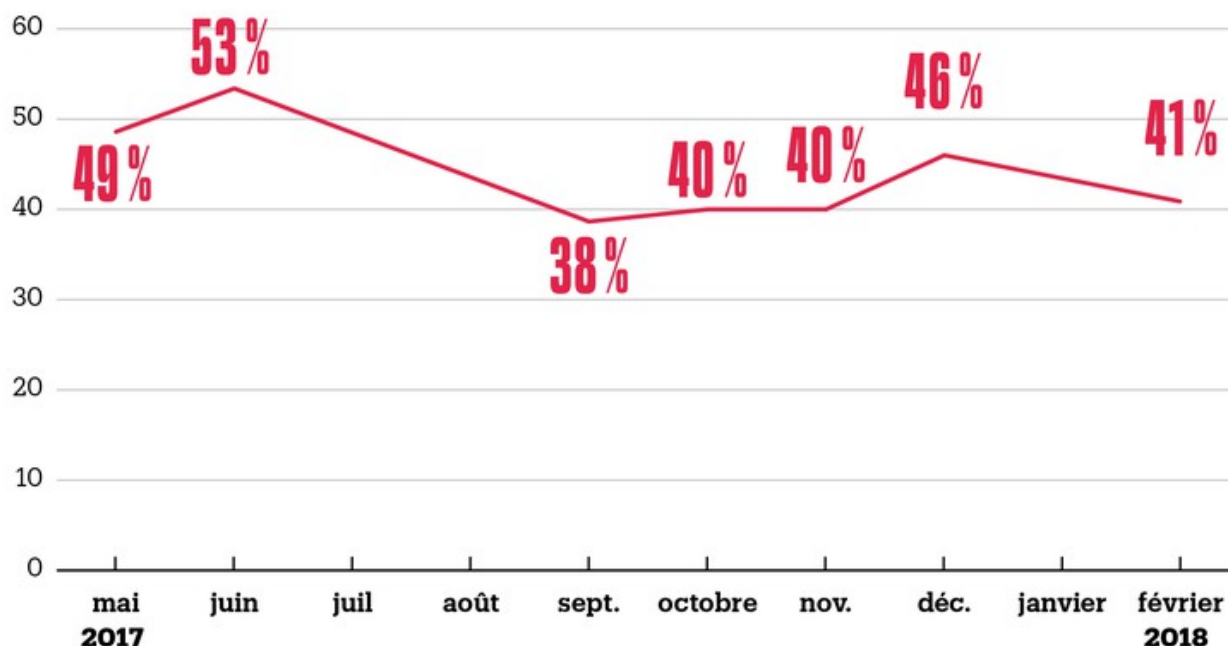
- Sondage : Macron fait un double flop

Ces Français, décidément, ne veulent rien entendre. Voilà huit mois qu'on leur explique que ce gouvernement s'emploie à augmenter leur pouvoir d'achat tout en débloquant le pays à grand renfort de réformes iconoclastes. Mais rien n'y fait : la majorité d'entre eux (52% des sondés) reste convaincu que les mesures économiques «détériorent globalement le pouvoir d'achat». C'est ce qui ressort du sondage Viavoice pour Libération, réalisé auprès d'un millier de personnes les 22 et 23 février. De toutes les mesures décidées par le chef de l'Etat, la plus massivement contestée est sans conteste l'augmentation de la Contribution sociale généralisée (CSG) de 1,7%, compensée –mais seulement pour les salariés du privé– par des baisses de cotisation. Ils sont 71% à considérer qu'il n'est pas justifié de mettre ainsi les retraités à contribution au nom de la solidarité intergénérationnelle. Et ils sont également 54% à dénoncer le traitement réservé aux fonctionnaires qui n'ont pas bénéficié, contrairement à leurs collègues du privé, du «coup de pouce» généré par la baisse des cotisations sociales le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

Conséquence logique de cette frustration, le Président et son Premier ministre dévissent dans tous les baromètres publiés ces derniers jours. Dans notre enquête Viavoice, Emmanuel Macron tombe à 41% d'opinions positives, en baisse de 5 points depuis décembre. Une dégringolade équitablement répartie dans les deux pôles de l'échiquier politique : Macron perd dix points chez les sympathisants de gauche et autant chez ceux de droite. Même punition pour Edouard Philippe qui se retrouve, lui, à 40% d'opinions positives.

## La popularité d'Emmanuel Macron en baisse

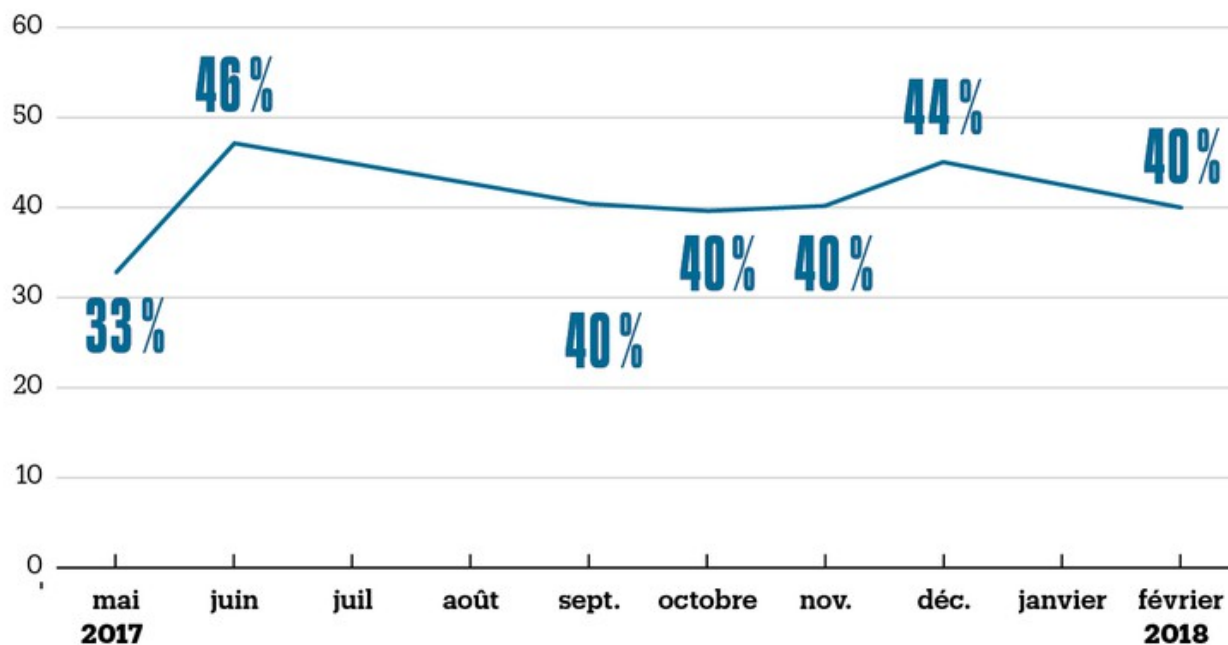
Pourcentage d'opinion positive



Sondage réalisé par Viavoice pour Libération. Interviews effectuées en ligne les 22 et 23 février 2018. Echantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française. Infographie : Clara Dealberto et Julien Guillot

## La popularité d'Edouard Philippe

Pourcentage d'opinion positive



Sondage réalisé par Viavoice pour Libération. Interviews effectuées en ligne les 22 et 23 février 2018. Echantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française. Infographie : Clara Dealberto et Julien Guillot

### «Pas une bonne idée»

L'analyse par classe d'âge de ces résultats montre que plus les Français sont âgés, moins ils sont

favorables au gouvernement. Emmanuel Macron ne recueille que 32% d'opinion favorable chez les 50-64 ans tandis que 49% des 18-24 ans ont de lui une bonne opinion. Tout se passe comme si la popularité du chef de l'Etat était corrélée au niveau d'intégration dans la société des personnes interrogées, les mieux installés paraissant plus inquiets que les jeunes générations. Par nature loyalistes, les retraités restent toutefois majoritairement pro-Macron, même si 88% d'entre eux jugent injuste la hausse de la CSG. Interpellé par des retraités en marge d'un déplacement à Châlons-en-Champagne, Emmanuel Macron exhorte à la «patience» tout en assumant de demander un «effort aux plus âgés».

Le gouvernement n'a-t-il pas lui-même tendu les verges pour se faire battre en communiquant avec insistance, à la fin de l'année dernière, sur les gains de pouvoir d'achat que ne manqueraient pas de constater tous les salariés sur leur feuille de paie de janvier? «Ce n'était pas une bonne idée. Une hausse de quelques dizaines d'euros, personne ne la voit, c'est bien connu. Alors que tout le monde voit très bien les hausses, celle de la baguette, de l'assurance, ou de l'essence», reconnaît à Bercy un conseiller ministériel. Selon lui, le gouvernement aurait été mieux inspiré de s'en tenir à ce seul message: «Il faut que le travail paie.» Dans l'entourage du ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, on reconnaît avec «humilité» que «le travail de pédagogie» est loin d'être achevé. Mais on ne doute pas que la majorité des Français finira par constater qu'elle est «gagnante», au plus tard à l'automne 2018, quand sera engagée la suppression progressive de la taxe d'habitation. «Il est vrai que ça a du mal à imprimer: la hausse de la CSG a des effets immédiats tandis que la suppression de la taxe d'habitation est étalée dans le temps», admet le député Gilles Le Gendre, porte-parole du groupe LR à l'Assemblée nationale.

S'agissant des multiples chantiers de réforme ouverts ces dernières semaines, les Français restent - toutefois plutôt bien disposés (lire ci-contre). Ils se disent favorables au rétablissement d'un service national obligatoire et soutiennent clairement la réforme du bac. Si les différentes dispositions de la loi asile et immigration sont diversement appréciées –une majorité approuve le «délit de franchissement non autorisé des frontières» mais rejette le principe de répartition des demandeurs d'asile par région–, une majorité approuve la réforme de la fonction publique présentée le mois dernier par Edouard Philippe.